



Vivement le métro en rocade autour de Paris !

TRANSPORT - Au colloque sur le métro en banlieue, ce week-end, l'impatience pour un métro en rocade autour de Paris, que tout le monde juge indispensable, s'est exprimée.

Tout le monde est d'accord. Alors ! Parmi les 1 500 participants, élus, professionnels des transports et usagers réunis ce week-end à Nogent (Val-de-Marne), au colloque international sur le métro en banlieue, nombreux sont ceux, particulièrement parmi les usagers, qui ont exprimé leur impatience de voir se réaliser cette rocade autour de Paris, et notamment sa partie val-de-marnaise, Orbival, la plus avancée et sur laquelle le consensus est réalisé. D'ailleurs, souligne Jacques J.-P. Martin, maire UMP de Nogent,

« autant de personnes au colloque montre qu'Orbival, ce mode de transport à portée de pas, est un projet populaire qui doit se réaliser au plus vite ». Ce que confirme, de son côté, Pierre Mongin, président de la RATP, qui, tout en rappelant ses offres de service pour que son entreprise publique ait la maîtrise d'ouvrage du projet, explique qu'« une rocade autour de Paris, c'est un million de voyageurs par jour possible » et donc autant de délestage des lignes passant par Paris, aujourd'hui saturées.

Les délais pour étudier, décider, réaliser le projet, le début des travaux en 2013 et l'ouverture au public en 2020, provoquent dans l'assistance de l'étonnement, et même de l'exaspération. Daniel Davis, maire (PCF) de Choisy-le-Roi et membre du Syndicat des transports d'Île-de-France, demande même « un plan d'urgence », d'autant que personne parmi les collectivités locales – les trois départements de la petite couronne (92, 93 et 94) plus Paris, la région et l'État – ne nie le besoin et l'urgence d'une telle infrastructure.

La question des financements fut au centre des débats. Pour Daniel Breuiller, maire divers gauche d'Arcueil, « le transport en commun n'est pas un coût mais un investissement » pour l'aménagement du territoire et l'amélioration de la vie des habitants. Investissements publics pour lesquels, selon Dominique Adenot, maire (PCF) de Champigny, l'État devra « faire œuvre de rattrapage et en être la locomotive ». Les entreprises devront contribuer ainsi qu'un prélèvement sur les plus-values réalisées autour des futures sta-

tions de métro. Pour Jean-Paul Huchon, président (PS) de la région, ce projet « illustre le changement révolutionnaire en direction de la banlieue ». Il informe que celui-ci commencera par le sud et l'ouest de la région et que l'enquête publique débutera mi-2009. Christian Favier, président (PCF) du conseil général du Val-de-Marne, concluant ce colloque, rappelle qu'« on peut aller très vite quand la volonté politique est là ». Chacun est maintenant devant ses responsabilités.

Max Staat